



## Pour accomplir le rêve de 2012

**Eric Martin**

Professeur de philosophie, Cégep St-Jean-sur-Richelieu

L'auteur a été actif dans les grèves de 2005 et 2012 au sein de comités responsables des communications

La grève de 2012 était une réaction d'immunologie citoyenne contre l'arraisonnement des institutions d'enseignement par la logique du capitalisme technoscientifique globalisé, lequel conduit à ce que Michel Freitag appelait le naufrage de l'université, c'est-à-dire son enrôlement aux fins de la maximisation de la production de la valeur et de l'innovation technologique qui la nourrit. Cette transformation conduit les anciennes institutions à devenir des « organisations », dont le fonctionnement interne et les finalités sont de plus en plus calquées sur les entreprises auxquelles elles s'assujettissent.

Le mouvement social de grande ampleur qui a su marquer les imaginaires a été rendu possible par l'existence de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), héritière des traditions de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme de combat. Le mouvement est parvenu à freiner la hausse libérale et à faire tomber le gouvernement de Jean Charest. Il a également permis à plusieurs de se reconnaître comme porteurs et porteuses du désir d'un autre monde.

### **La trahison parlementaire et la tyrannie de l'absence de structures**

Dix ans plus tard, cependant, force est de constater que le mouvement n'est pas parvenu à renverser durablement la vapeur et à effectuer des transformations pérennes dans les institutions éducatives et politiques. D'une part, le mouvement s'est, sans surprise, épuisé. Le parti québécois de Pauline Marois qui a succédé à Jean Charest n'a pas profité du momentum pour instaurer la gratuité scolaire. Au contraire, fidèle à l'adhésion des grands partis au néolibéralisme (en général aussi bien que le néolibéralisme éducatif), il a trahi le mouvement de 2012 pour instaurer plutôt l'indexation des droits de scolarité, ce qui équivaut à une hausse permanente automatisée arrimée au coût de la vie. Ce n'est pas la première fois que le parti québécois trahissait les aspirations populaires d'une société qu'il prétendait vouloir libérer. Ceci dit, procéder d'une telle façon après un mouvement social d'une telle ampleur est tout simplement effarant. L'agonie de ce parti, aujourd'hui réduit à la quasi-insignifiance montre bien en quoi il s'est lui-même auto-pelure-de-bananisé, comme l'aurait dit Jacques Parizeau. Le parlementarisme a trahi ce qui avait été exprimé dans la rue par le mouvement populaire et a fait prévaloir, encore une fois, l'arrimage de l'école à la logique marchande.

Par la suite, le mouvement étudiant s'est décomposé, notamment sous l'impulsion de gens hostiles à l'existence d'une structure nationale (alors que c'est précisément l'existence de l'ASSÉ comme organisation qui avait permis les mobilisations de 2005 et 2012). Il y a certes eu des grèves pour la rémunération des stages menées par des comités locaux coalisés, mais ces mobilisations sont loin d'avoir atteint l'ampleur de 2005 et 2012. D'anciens militants de l'ASSÉ ont relevé qu'il s'agissait ici d'une forme de « tyranny of structurelessness », ou le refus des structures au nom de la liberté conduit en fait à une forme d'impuissance collective. Le mouvement social semble aujourd'hui complètement écrasé, après deux ans de pandémie. Le mouvement écologiste et les grèves des jeunes pour le climat est certes porteur d'espoir, mais il n'a pas, pour l'heure, démontré sa capacité à agir en « sujet historique » d'une transformation durable, en dehors de sursauts sporadiques. Plusieurs anciens militants étudiants ont investi le parti Québec solidaire. La présence de ce parti à l'assemblée nationale permet de faire entendre certaines idées de justice sociale, ce qui est nécessaire et bienvenu. Le parti peine cependant, pour toutes sortes de raisons trop longues à décrire ici, à faire la jonction avec les classes populaires et à sortir du statut de tiers parti (notamment à cause des institutions parlementaires monarchistes britanniques qui sont les nôtres, lesquelles favorisent le bipartisme, voire la domination quasi-monarchique d'un seul parti). Il serait donc naïf de miser sur la seule voie électorale. La question se pose donc de savoir comment sortir de cette période de creux politique, de marasme.

### **Que faire?**

Il est assez clair que la logique du néolibéralisme éducatif n'a pas cessé d'avancer. La ruée vers la dématérialisation informatique de l'enseignement durant la pandémie en fait foi. Cette logique continuera tant qu'elle ne sera pas contrée par une autre, aussi bien à l'intérieur des anciennes institutions que dans la société. Le néolibéralisme devra être battu en brèche comme mode d'organisation économique. Or, ceci suppose aussi, comme l'ont bien montré Pierre Dardot et Christian Laval, de repenser de nouvelles normes et institutions (dans leur cas, la théorie du « commun ») alternatives susceptibles de remplacer les organisations et l'État capitaliste. En effet, l'État, longtemps présenté comme un rempart à la logique marchande, se trouve mobilisé dans le néolibéralisme pour devenir un acteur actif de l'extension de la logique marchande et concurrentielle à tous les secteurs de la société. Les anarchistes expliquent au moins depuis Bakounine que la participation au pouvoir politique parlementariste et étatique est destinée à échouer. Les militants ou écologistes qui entrent en politique se font généralement la promesse de changer le système de l'intérieur, mais on sait bien que c'est le système qui finit par les changer, eux et leurs convictions.

L'éco-anarchiste américain Murray Bookchin a pour sa part expliqué, dans sa théorie de l'écologie sociale, que l'abolition du capitalisme, du centralisme étatique et de toute forme de domination (sexisme, racisme, colonialisme, etc.) supposait la construction de contre-institutions permettant l'autogestion politique et économique municipale : c'est ce qu'il appelait le municipalisme libertaire ou communalisme. Plutôt que de déléguer leur pouvoir à des représentants, les citoyens

et citoyennes s'auto-organisent au sein d'assemblées démocratiques locales de village ou de quartier, lesquelles sont par la suite regroupées en confédérations. À l'opposé de la capture du pouvoir par le dispositif étatico-capitaliste, ceci permet la prise de décision en fonction des besoins de la communauté et dans le respect des limites écosystémiques.

Miser ainsi sur l'auto-organisation dans des communautés éco-décentralisées n'offre aucune garantie de réussite. Mais il s'agit de la seule façon de libérer l'éducation et la vie en général du complexe étatico-technico-capitaliste en lui substituant de nouvelles formes d'autogestion politique et économique. Ceci, comme le dirait Marcel Rioux, lui-même défenseur du socialisme autogestionnaire, étant en retour la seule manière de défendre l'éducation et la culture contre la dynamique impérialiste capitaliste-américaine qui a aujourd'hui fait main basse sur l'éducation et sur la vie, et qui est en train de détruire le monde. L'approche de Bookchin a le mérite, à rebours de la guerre actuelle entre identités fragmentées de tout acabit, de tracer les contours d'un projet politique commun, opposé à la domination, au capitalisme et à la destruction de la nature. Qui veut réussir à accomplir ce dont rêvait 2012 doit donc prendre acte que l'éducation en pourra être sauvée de la marchandisation que si les sociétés et la nature le sont également, ce qui exigera, pour reprendre les mots de Françoise d'Eaubonne, une « mutation » des sociétés vers un paradigme totalement différent. Il nous reste à choisir, comme le disait Bookchin, entre le communalisme ou l'extinction.